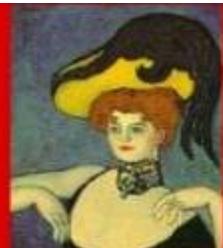


NUMERO 649

Je n'aurais manqué un Séminaire pour rien au monde— PHILIPPE SOLLERS
Nous gagnerons parce que nous n'avons pas d'autre choix — AGNÈS AFLALO

www.lacanquotidien.fr

Lacan Quotidien



EN TANDEM AVEC L'INSTANT DE VOIR

www.scalpsite.wordpress.com



TRIBUNE

L'appel du monde de la culture contre le FN

Par plus de 100 artistes

Plus d'une centaine d'artistes, de Camélia Jordana à Archie Shepp, d'Annette Messenger à IAM, signent un appel à faire barrage à Marine Le Pen.

Dans son dernier discours sur la culture, Marine Le Pen appelle de ses vœux une France qui retrouve sa grandeur. Mais l'art n'est pas fait pour servir la grandeur de la France, et c'est d'ailleurs bien ainsi qu'il la sert. Le Front national ne cesse de tirer à boulet rouge sur l'art contemporain, c'est-à-dire sur les formes de l'art sans précédent. C'est pourtant là que réside l'éminente fonction de l'art qu'est la subversion – qui va du léger déplacement au renversement scandaleux.

La liberté de penser et de créer, la liberté d'inventer et d'affirmer, la liberté d'interpréter et de critiquer le monde comme il va ou ne va pas, sont choses précieuses, ô combien. L'art comme fruit de ces libertés et des moyens qui lui sont offerts en France, c'est cela que le monde entier nous envie. Marine Le Pen présidente y mettrait un point d'arrêt. Comment s'en étonner quand le Front national promet, quoi qu'il tâche de le faire oublier jusqu'à l'effacement, des idées racistes, antisémites, xénophobes et nationalistes ?

Le Front national est aux portes du pouvoir. Nous appelons à faire barrage à Marine Le Pen lors de la prochaine élection présidentielle, puis aux législatives qui lui succéderont.

Archie Shepp, Léa Seydoux, Renaud, Jean-Pierre et Luc Dardenne, Georges Didi-Huberman, IAM, Annette Messenger, Zazie, Tahar Rahim, Vincent Elbaz, Christian Boltanski, Béatrice Dalle, Pascal Dusapin, Marie Darrieussecq, Matthieu Chedid, Olivier Py, Mathilde Monnier, Denis Podalydès, Albin de la Simone, Stéphane Braunschweig, André Wilms, Karin Viard, Valeria Bruni Tedeschi, Yann Moix, Valérie Donzelli, Jean-Michel Ribes, Amos Gitai, Vincent Macaigne, La Grande Sophie, Camélia Jordana, Cécile de France, Laurent Gaudé, Jean-François Sivadier, Alain Françon, Jeanne Moreau, Anaïs Demoustier, André Markowicz, Vincent Delerm, Emmanuel Demarcy-Mota, Laura Smet, Alexandre Tharaud, Abdellah Taïa, Laurent Bayle, Samir Guesmi, Anna Mouglalis, Florence Loiret Caille, Alexandre Chemetoff, Brigitte Jaques-Wajeman, François Regnault, Théo Mercier, Romane Bohringer, Laurence Equilbey, Rodrigo Garcia, Alexis Jenni, Emma de Caunes, Vincent Perez, Charles Berling ...

La liste complète des signataires à retrouver [ici](#)

Sur TV5MONDE avec AFP

Tribune des Klarsfeld et appel d'une centaine d'artistes à lutter contre le FN

TV5MONDE

à retrouver [ici](#)

Tribune des Klarsfeld et appel d'une centaine d'artistes à lutter contre le FN



Le Désir Bleu Marine

par Philippe Hellebois



La discussion entre Christine Angot et François Fillon dans « L'Emission politique » d'Antenne 2 du jeudi 23 mars dernier a mis en scène l'affrontement de deux styles différents et incompatibles. L'écrivaine cherchait à révéler une part de vérité de l'homme politique en interprétant ce qu'elle appelait l'au-delà des faits alors que celui-ci voulait surtout marquer des points, soit convaincre. La première a

logiquement bousculé le second, et celui-ci a riposté en la précipitant dans une certaine impuissance. Christine Angot, dépourvue selon ses propres dires de tout esprit de répartie, s'est ainsi retrouvée presque à quia lorsqu'elle fut accusée de corruption par celui qui était déjà mis en examen (elle avait gardé un bracelet alors qu'il avait rendu ses costumes !). Quant à ce dernier, il s'avéra par son efficacité même receler en lui une bonne dose de canaillerie. Si l'écrivaine a déclenché l'indignation de certains, manifeste surtout dans le clan Fillon présent dans le studio – « C'est une honte », entendit-on proférer par une voix féminine –, l'homme politique a provoqué le dégoût de beaucoup d'autres. En ces temps électoraux, c'est donc pour lui, et au mieux, une victoire à la Pyrrhus, autrement dit une défaite. Ce qui est valable pour la psychanalyse, selon Lacan, le serait aussi pour la politique : « Le propre de la psychanalyse, dit-il dans son Séminaire *Encore*, c'est de ne pas vaincre, con ou pas. » (1) Rappelons-nous le débat de 2012 entre Hollande et Sarkozy marqué par la victoire du premier qui s'en trouva ensuite baisser rapidement dans les intentions de vote. L'habileté de François Fillon s'est ainsi retournée contre lui de révéler au grand jour sa face sombre – un voyou, une canaille, un monstre rigolard et pervers, plus joliment encore un vrai *filou*, comme le qualifie J.-A. Miller dans sa « Lettre à M. Gilbert Collard » (2).

Le filou démasqué est une figure qui ne concerne pas seulement François Fillon, mais au-delà de lui, beaucoup d'hommes politiques de notre temps. En effet si ses glorieux prédécesseurs étaient loin d'être des saints, cela ne se voyait pas, ou moins, leur aventure personnelle qui conférait à leur entreprise sa touche cynique étant revêtue du costume présentable de la cause idéale – *La France* pour De Gaulle, Pompidou, Giscard, voire encore Mitterrand. Le problème, c'est que la grande cause n'a cessé de s'user pour laisser voir de plus en plus la trame du tissu. C'est ainsi que les présidents qui suivirent les quatre premiers furent tous suspects puis poursuivis une fois leur mandat achevé – Chirac ouvrit le bal des prétoires, Sarkozy prit la suite tandis qu'Hollande n'y échappe sans doute qu'à condition d'avoir laissé l'Elysée lui filer entre les doigts.

Pour François Fillon c'est encore pire, puisqu'il se retrouve devant la justice avant même d'avoir joui de l'Elysée, au point que la question se pose de savoir s'il veut vraiment y entrer. En effet, du point de vue de l'éthique des conséquences, l'on ne peut que le considérer responsable de ce qui lui arrive, même s'il pense ne pas l'avoir voulu. Le cabinet noir, le complot ne serait

donc nulle part ailleurs qu'en lui-même. Le malheureux – Saint Sébastien d'un nouveau genre, celui qui tire lui-même les flèches qui le transpercent – ne se serait donc rien épargné, le lucre, le luxe, le narcissisme pathologique, les souvenirs d'enfance gênants (*les Inrockuptibles* ont rencontré l'un de ses anciens condisciples disant qu'ils l'appelaient alors *Chouquette* (3)) – il ne manque que la luxure, un peu de patience ...

Cette étrange palinodie se redouble d'une autre à gauche où l'on n'a rien trouvé de mieux que de diviser ses forces en deux s'excluant ainsi de la zone de qualification pour le deuxième tour – Hamon s'écroule pour permettre à Mélenchon de chatouiller Fillon dans le dos et n'a donc plus aucune importance pratique. Bref si la droite et la gauche semblent unir leurs efforts pour perdre, reste à se demander ce qu'elles veulent au travers de ce qu'elles font. La question ne se pose que parce que la réponse tombe sous le sens, tant la conséquence crève les yeux : faire le lit de Marine Le Pen !

Cette aspiration aussi incroyable qu'énigmatique n'est pas l'apanage d'un personnel politique déboussolé, mais semble se retrouver un peu partout dans le corps social de la douce France. La droite Trocadéro, galvanisée par la théorie du complot, votera très mal pour Macron au second tour si c'est lui qui affronte Marine Le Pen. Si cela reste dans l'ordre, le pacte républicain étant plutôt un réflexe de gauche, la surprise vient de la gauche elle-même dont les troupes ne semblent vouloir se reporter ni sur Fillon ni sur Macron. Combien de très charmants mélenchonistes des deux sexes – entre vingt et trente ans, fréquentant joyeusement le champ freudien, etc. – ne déclarent-ils pas qu'entre Fillon et Le Pen il n'y a aucune différence susceptible de les faire voter plutôt que de rêver aux lendemains qui chantent ! Quant à Macron, ils grimacent en reconnaissant, non sans raison, l'injonction propre au discours du maître dans le nom même de son mouvement *En marche* !

Mais le plus énorme vient sans conteste de l'aveu de ce blogueur de Mediapart épinglé par J.- A. Miller à la fin de sa « Querelle du Votutile » : « L'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République au soir du premier tour me procurerait une jouissance indicible. » (4) Ce désir, que J.-A. Miller qualifie d'innommable, n'est-il pas celui d'un temps, le nôtre, dans lequel la Révolution n'est plus très érotique ? Le signifiant en est d'ailleurs annexé par Macron qui en a fait le titre de son dernier opus illustrant ainsi, fut-ce sans le savoir, le sarcasme célèbre de Lacan : la révolution consiste surtout à faire un tour sur soi-même pour être mieux assis !

Si le bon vieux clivage gauche droite devient obsolète à la fin de l'histoire, la seule nouveauté possible serait donc celle du pire ? Plutôt que le grand soir, le cauchemar bleu marine ? Et pour quel plus-de-jouir sinon l'espoir de briser la lassante monotonie des jours ? Enfin du nouveau ? Notre temps ne serait peut-être pas tant celui du désespoir ou du désenchantement, susceptible toujours d'une énergique réaction contraire, que celui de ce que Lacan appela, dans une interview donnée à un journal italien en 1974, une grande lassitude. Lassitude parce que la vie s'y étiole à courir après le progrès : elle ne le désire pas, mais le subit passivement. (5) *Encore un effort* ! Notre surmoi serait-il devenu scientifique, et Marine Le Pen la mégère qui l'habite ?



1 : Lacan, J., *Le séminaire*, livre XX, *Encore*, texte établi par J.-A. Miller, Paris, Seuil 1973, p. 50.

2 : A lire dans *L'instant de voir* sur <https://scalpsite.wordpress.com>

3 : *les Inrockuptibles*, n°112, du 22 au 28 mars 2017.

4 : A lire dans *L'instant de voir* sur <https://scalpsite.wordpress.com>

5 : Lacan, J., « Entretien au magazine *Panorama* », *La Cause du désir*, *Revue de psychanalyse*, Paris, Navarin éditeur, 2014, n°88, p. 167.

Réflexions sur l'indifférence en matière de politique

par Laura Sokolowsky

Dans « La science et la vérité », Lacan demande s'il existera un jour un essai sur l'indifférence en matière de politique du niveau de celui écrit par Lamennais à propos de l'indifférence en matière de religion. Si nous n'avons nulle prétention à satisfaire aux conditions qu'une telle étude suppose, la position adoptée par l'Internationale freudienne au moment de la prise de pouvoir du parti d'extrême droite en Allemagne fait assurément partie des éléments à retenir pour mener à bien l'entreprise que Lacan appelait de ses vœux. Voici certaines réflexions sur ce thème.

La fulgurante ascension du nazisme

Au début des années trente, l'Allemagne avait connu l'humiliation de la défaite de la première guerre mondiale, la chute du régime impérial et la révolution avortée des spartakistes. La relative stabilisation économique qui eut lieu au milieu des années vingt ne suffit pas à redresser la barre de l'effondrement moral de la population. La possibilité d'une extension en Europe centrale de la révolution bolchevique suscita aussi des réactions violentes de peur et de rejet et des groupuscules d'extrême droite appelèrent à lutter contre les communistes. La crise boursière de 1929, l'aggravation dramatique du chômage et la montée des sentiments nationalistes et antisémites aboutirent au calcul, politiquement irresponsable, du maréchal Von Hindenburg d'appeler le leader du parti national-socialiste des travailleurs allemands au pouvoir. L'accession d'Adolf Hitler au poste de chancelier du Reich, le 30 janvier 1933, sonna le glas de la première république allemande. Le programme du parti nazi, établi treize ans plus tôt, fut déclaré Loi fondamentale de l'État.

Une fois au pouvoir, Hitler ne se donna même pas la peine de modifier ou d'abroger l'ancienne constitution de Weimar. Il organisa le pouvoir de manière autocratique, l'État devant se soumettre à la volonté de son chef charismatique. Selon la conception nazie du monde, le but à promouvoir n'était pas la fondation d'une monarchie ou d'une république : Hitler voulait créer un État qui favoriserait une communauté d'êtres de la même espèce en réduisant à néant la souillure que représente la race non-aryenne. « Le Reich en tant qu'État doit englober tous les Allemands en se donnant pour tâche non seulement de réunir et de conserver les réserves précieuses de ce peuple en éléments raciaux originels, mais encore de les conduire lentement et sûrement à une situation dominante », écrivit Hitler dans *Mein Kampf*. Dans cette vision du monde, entre les Juifs et les Allemands, aucun pacte n'était possible. En 1924, Hitler avait annoncé que la solution de la question juive serait le mobile essentiel de sa mission.

La pathologie individuelle est-elle susceptible d'expliquer les obsessions anti juives de Hitler ? L'un des meilleurs spécialistes du nazisme considère que si pathologie de type paranoïde il y eut, celle-ci fut partagée : il s'agirait non pas d'une structure individuelle, mais de la pathologie sociale des sectes. L'insondable ne serait pas la folie de Hitler, mais le fait qu'une secte se soit hissée au rang d'un parti politique moderne de façon aussi fulgurante. Comment comprendre qu'un petit parti extrémiste bavarois, promis à l'oubli après sa tentative ratée de coup d'État en 1923, ait réussi à gagner les faveurs de l'opinion publique en un temps record ?

Telle serait la principale énigme à résoudre pour les historiens.

Interprétations historiques du nazisme

Pour le dire vite, les travaux historiques relatifs au nazisme se divisent en trois grandes catégories d'interprétation. Je suivrai ici les indications de l'historien Ian Kershaw dans son essai *Hitler. Essai sur le charisme en politique*. La première interprétation considère le nazisme comme une version particulière du fascisme. Néanmoins, si l'on tente d'établir des comparaisons entre Hitler et Mussolini, rien n'explique la radicalité du système engendré par le nazisme, les conséquences tragiques de la théorie raciale qui lui sont propres en particulier. La seconde interprétation d'orientation marxiste considère que l'État nazi est l'expression d'un capitalisme d'exception. Les classes dirigeantes auraient utilisé Hitler pour servir leurs intérêts. Ici encore, l'analyse matérialiste butte sur la spécificité raciale du régime national-socialiste qui semble injustifiable au niveau économique. Les explications par le totalitarisme et l'organisation économique ne pouvant rendre compte du caractère exceptionnel du génocide le plus effroyable de tous les temps, la troisième interprétation est centrée sur la personnalité du leader d'extrême droite. Largement développé dans les régions du monde attachées au libéralisme économique, ce courant s'est divisé lui-même en deux types d'approches opposées. L'approche hitlérocentrique, ou intentionnaliste, attribue au caractère diabolique de Hitler tous les maux. Développée essentiellement dans les années d'après-guerre dans les grandes démocraties occidentales, la diabolisation de Hitler dédouane la société allemande de sa responsabilité. L'autre voie, dite structuraliste ou fonctionnaliste, est une réaction à l'exagération de cette tendance intentionnaliste. Elle suit le chemin inverse, s'efforçant de démontrer que Hitler n'avait été que l'instrument du système. Dans ce cas, l'administration est la principale responsable de la dérive idéologique. Hitler s'efface, il n'est plus que le petit acteur d'un scénario tragique. Actuellement, les recherches sont en quête d'un équilibre qui permettrait de montrer que la position d'exception de Hitler n'aurait pas été possible sans le culte de la personnalité que lui vouaient les masses. L'individu déclassé, artiste raté, qui errait dans les rues de Vienne avant la Première Guerre, n'aurait pu connaître une ascension aussi rapide sans la vénération que les masses vouaient à celui qui se présentait comme un sauveur.

En définitive, en janvier 1933, l'accession de Hitler au pouvoir ne fut pas perçue comme un changement politique, mais comme le début d'une nouvelle ère. La soumission des masses à la volonté de destruction véhiculée par la voix du chef est une énigme que la psychanalyse est cependant susceptible d'éclairer à travers les notions de jouissance, de surmoi et de pulsion de mort.



Pour relier à leur cause les travailleurs de l'industrie, les nazis leur parlèrent de révolution. Pour séduire la petite bourgeoisie qui constituait la base de leur électorat, ils dénoncèrent l'empire économique des grands magasins qui concurrençaient les petits commerçants, les artisans et les petites entreprises. Pour attirer les paysans, les nazis annoncèrent qu'ils allaient défendre les propriétés rurales de dimensions modestes contre les grandes exploitations mécanisées. Pour plaire aux employés et aux fonctionnaires, ils les flattèrent en déclarant que ceux-ci représentaient le vrai pilier de la nation. En résumé, ils assurèrent à chacun que la vie serait améliorée, flattant les ambitions des uns, promettant honneur et travail à chacun des citoyens du peuple allemand. L'éviction des juifs et des communistes feraient de la place, cet espace vital dont le peuple avait tellement besoin. Ce serait la revanche des pauvres, des oubliés, des humiliés. Comme Max Weber l'a clairement montré dans son étude sur la domination, si le maître change, la bureaucratie, elle, est inamovible car cet ordre de discours se montre indépendant des changements qui surviennent dans le corps politique. La bureaucratie allemande qui était conçue sur le modèle de l'armée prussienne allait facilement servir les nouveaux maîtres nazis en s'employant à mettre en œuvre la volonté du *Führer*.

Un antisémitisme rédempteur

L'antisémitisme allemand n'était nullement une invention nazie. Des projets de loi antisémites avaient été mis au point par des fonctionnaires conservateurs dans certains ministères pendant la République de Weimar. Après la guerre, les conservateurs les plus à droite continuèrent sans répit à réclamer l'abolition de l'émancipation obtenue par les Juifs allemands en 1871. Ces fonctionnaires se transformèrent plus tard en serviteurs zélés du III^e Reich. De sorte qu'à leur arrivée au pouvoir, les nazis puisèrent leur inspiration dans des projets législatifs antérieurs. Néanmoins, si l'antisémitisme qui se diffusait depuis la fin du siècle précédent était basé sur le postulat de l'infériorité biologique de la race juive, celui de Hitler était différent. Il s'agissait d'un antisémitisme rédempteur qui provenait de la guerre et réclamait des méthodes guerrières. Dès 1919, Hitler distingua l'antisémitisme sentimental des pogroms de l'antisémitisme de raison qui devait conduire à la lutte légale et méthodique jusqu'à l'élimination des Juifs de la surface de la terre. Sa conception du monde était apocalyptique, sa mission renouait avec celle du Christ qui avait dû lutter jadis contre les Sémites. Pour Hitler, l'internationale juive était marxiste et le danger ultime provenait de l'union de l'élément juif et de l'élément marxiste. Il voulait purifier sans attendre le berceau du peuple allemand afin de le protéger du danger maléfique incarné par le judaïsme international. Désormais, les Juifs étaient des étrangers qui ne pouvaient plus prétendre à la nationalité allemande. Ils représentaient simultanément une force surhumaine monstrueusement puissante et un facteur sous-humain qui ne méritait pas de vivre. En défendant le peuple allemand contre les Juifs, Hitler avait l'assurance de combattre pour l'œuvre du Seigneur. Or, à cette époque, l'élite de la psychanalyse d'Europe centrale était juive.



Pourquoi Freud resta si longtemps à Vienne

Dès le printemps 1933, Freud pressentit que les nazis n'épargneraient pas les Juifs d'Europe et qu'ils s'en prendraient au libre exercice de la pensée : « On ne peut s'empêcher de remarquer que la persécution des Juifs et les restrictions apportées à la liberté de pensée sont les seuls points du programme hitlérien qui peuvent être menés à terme. Tout le reste n'est que faiblesses et utopies » (1). Mais, comme bon nombre de ses contemporains, Freud raisonnait en fonction du premier type d'antisémitisme, celui des pogroms, c'est-à-dire la forme classique, celle dont on avait une représentation. Comme d'autres, au moment de l'avènement du national-socialisme, Freud pensait en termes de persécutions, de réduction des activités, de manifestations d'hostilité, d'antisémitisme sentimental. Au moment où Hitler devint chancelier, qui aurait pu croire que l'antisémitisme de raison se réaliserait dans sa forme ultime quelques années plus tard ? Alors, sans trop y croire, il arrivait à Freud de se raccrocher aux espoirs suscités par la Société des Nations, au traité qui protégerait l'Autriche, à l'opinion que les nazis autrichiens ne seraient jamais aussi brutaux que leurs congénères allemands, à l'espoir qu'ils seraient tenus en respect par leur alliance forcée avec les autres partis de droite. À cette époque, Freud prit la décision de ne pas quitter Vienne.

Et, tout se passa très vite.

Deux lois eurent des répercussions immédiates. La première loi du 24 mars 1933 – dite aussi « loi des pleins pouvoirs » ou « d'habilitation » –, visait le soulagement de la détresse du peuple et de l'État. Elle conférait à Hitler le droit légal de promulguer des lois sans en référer au Parlement et permettait de poursuivre légalement tous les adversaires politiques du parti d'extrême droite. Après l'incendie du Reichstag, le 27 février 1933, près de 10 000 membres et sympathisants du parti communiste furent arrêtés et internés dans des camps de concentration, dont celui de Dachau qui fut ouvert dès le mois de mars de la même année. La seconde loi du 7 avril 1933 sur la restauration de la fonction publique portait sur le rétablissement de la nomination des fonctionnaires. Il s'agissait de mettre en place le cadre légal qui permettait d'éliminer des communistes, des sociaux-démocrates et les Juifs de la fonction publique afin de disposer d'une bureaucratie qui ne ferait pas objection au programme politique à venir. Cette loi s'appliquait à deux millions de fonctionnaires et comportait un paragraphe aryen. Le paragraphe 3 stipulait que les fonctionnaires d'ascendance non-aryenne devaient être révoqués. Le décret d'application, qui fut promulgué le 11 avril, indiquait ce qu'il fallait entendre par non-aryens : « *Toute personne issue de parents ou grands-parents non aryens, en particulier juifs. Il suffit d'un seul parent ou grand-parent non aryen* ». Depuis l'émancipation des Juifs d'Allemagne, en 1871, c'était la première fois qu'un décret réintroduisait la notion d'une privation officielle de leurs droits. Le 22 avril 1933, les caisses d'assurance-maladie rompèrent les contrats qui les liaient avec les médecins juifs. Ce moment correspondit à une fracture car, dans de nombreux cas, les cures analytiques étaient indirectement financées par l'État. Deux ans plus tard, les lois de Nuremberg définiraient les Juifs par le sang, ce qui impliquerait la séparation stricte entre praticiens aryens et non-aryens. En 1938, la délivrance du diplôme de fin d'études aux médecins juifs serait interdite.

À cette période, l'apolitisme affirmé par l'Internationale freudienne correspondait au projet d'inscrire la psychanalyse dans le discours scientifique. La mise au ban des psychanalystes politiquement engagés se fit ainsi au nom du principe d'indépendance de la science. C'est le principe suivant lequel chacun peut bien penser ce qu'il veut en son fort intérieur, mais en tant que groupe, il n'est pas question de prendre position. À Berlin, les nazis tolérèrent les analystes aryens qui firent le choix de poursuivre leurs activités alors que leurs collègues juifs ne le pouvaient plus. Certains ne résistèrent pas à cet appel funeste, ils y virent une opportunité d'avancement dans leur carrière, une possibilité de promotion professionnelle après le départ de leurs collègues juifs. En adaptant la psychanalyse aux contraintes du moment afin, prétendirent-ils, de la sauver, ils œuvrèrent à la désintégration du mouvement analytique en Allemagne.

L'accent mis sur l'application thérapeutique s'appuyait sur la notion que la psychanalyse n'était pas une vision du monde, mais une méthode scientifique et qu'elle servait à soigner des patients comme le faisait la médecine. Mais dans les années sombres de l'Allemagne hitlérienne, la position de neutralité politique ne risquait-elle pas d'engendrer une apathie plus dangereuse et d'une autre nature ? Alléguer que la psychanalyse n'a rien à voir avec la politique, qu'elle peut rester politiquement neutre, que l'on peut continuer à analyser et former des analystes comme si de rien n'était au nom de l'indépendance de la discipline allait entraîner un désengagement éthique de la part de l'IPA et pour certains de ses membres, un louche désir de collaboration. Sauver la psychanalyse en proclamant que celle-ci n'a rien à voir avec la politique allait ouvrir la voie à des compromissions. Le rabattement de la psychanalyse sur la thérapeutique permit à certains membres de l'IPA allemande de s'engager dans la voie de compromis national avec l'administration nationale-socialiste au nom des intérêts de la science. Loin de protéger l'existence de la psychanalyse, cet apolitisme aboutit au désastre. C'est peu dire que pour continuer à fonctionner, les analystes chrétiens de pure souche allemande cédèrent sur les principes éthiques au fondement de l'expérience freudienne.

En tant que psychanalyste, nous avons toutes les raisons d'appeler à faire barrage à l'extrême droite. Il en va de l'avenir de la psychanalyse dans la civilisation. Il s'agit pour nous, aujourd'hui, de lutter contre « les puissances sombre du surmoi » qui menacent notre exercice et, au-delà, celui de la parole elle-même.

Texte prononcé au Forum Scalp à Choisy-le-Roi le 29 mars 2017

1 : Cette citation est extraite d'une lettre de Sigmund Freud à Marie Bonaparte datée du 26 mars 1933
in : JONES Ernest, *La Vie et l'œuvre de Sigmund Freud, t. III, Les dernières années 1919-1939*, Paris, PUF, 2006, p. 201.



Lacan Quotidien

publié par navarin éditeur

INFORME ET REFLÈTE 7 JOURS SUR 7 L'OPINION ÉCLAIRÉE

▪ comité de direction

directeur de la rédaction pierre-gilles guéguen pggueguen@orange.fr

directrice de la publication eve miller-rose eve.navarin@gmail.com

conseiller jacques-alain miller

▪ comité de lecture

anne-charlotte gauthier, pierre-gilles guéguen, catherine lazarus-matet, jacques-alain miller, eve miller-rose, eric zuliani

▪ équipe

édition cécile favreau, luc garcia

diffusion éric zuliani

designers viktor&william francoizel vwfcbzl@gmail.com

technique mark francoizel & olivier ripoll

médiateur patachón valdès patachon.valdes@gmail.com

▪ suivre Lacan Quotidien :

Vous pouvez vous inscrire à la liste de diffusion de *Lacan Quotidien* sur le site lacanquotidien.fr

et suivre sur Twitter [@lacanquotidien](https://twitter.com/lacanquotidien)

▪ ecf-messenger@yahoogroupes.fr ▫ liste d'information des actualités de l'école de la cause freudienne et des acf ▫ responsable : éric zuliani

▪ pipolnews@europsychoanalysis.eu ▫ liste de diffusion de l'eurofédération de psychanalyse responsable : marie-claude sureau

▪ amp-uqbar@elistas.net ▫ liste de diffusion de l'association mondiale de psychanalyse ▫ responsable : marta davidovich

▪ secretary@amp-nls.org ▫ liste de diffusion de la new lacanian school of psychoanalysis ▫ responsables : Florencia Shanahan et Anne Béraud

▪ EBP-Veredas@yahoogrupos.com.br ▫ uma lista sobre a psicanálise de difusão privada e promovida pela AMP em sintonia com a escola brasileira de psicanálise ▫ moderator : patricia badari ▫ traduction lacan quotidien au brésil : maria do carmo dias batista

POUR ACCEDER AU SITE LACANQUOTIDIEN.FR [CLIQUEZ ICI.](#)

• À l'attention des auteurs

Les propositions de textes pour une publication dans Lacan Quotidien sont à adresser par mail (pierre-gilles guéguen pggueguen@orange.fr) ou directement sur le site lacanquotidien.fr en cliquant sur "proposez un article",
Sous fichier Word □ Police : Calibri □ Taille des caractères : 12 □ Interligne : 1,15 □
Paragraphe : Justifié □ Notes : à la fin du texte, police 10 •

• *À l'attention des auteurs & éditeurs*

Pour la rubrique Critique de Livres, veuillez adresser vos ouvrages, à NAVARIN
ÉDITEUR, la Rédaction de Lacan Quotidien – 1 rue Huysmans 75006 Paris.